

## COMPTE-RENDU SOMMAIRE DU COLLOQUE

### « LA GRANDE GUERRE : PRATIQUES ET EXPERIENCES » CRAONNE – SOISSONS 12-13-14 novembre 2004

Ce colloque<sup>1</sup>, à l'initiative de la dynamique petite mairie de Craonne, en partenariat avec les Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne, et les Universités de Montpellier Paul Valéry et Toulouse Le Mirail, soutenu par la ville de Soissons, le conseil général de l'Aisne, et le conseil régional de Picardie, réunissait dans l'Aisne des historiens de plusieurs nationalités (allemands, australiens, bulgares, canadiens, français et italiens) sur un sujet loin d'être épuisé et touchant tout particulièrement ce département : la Grande Guerre. Le colloque était organisé en 4 sessions de recherche contenant chacune une dizaine de contributions d'historiens dont les sujets s'intégraient à la problématique de recherche dévolue à chaque session. Dans cette organisation originale, chaque session avait son président (introduction et conclusion de la session), un rapporteur (lecture, synthèse et exposé des contributions) et un discutant (non spécialiste en Histoire militaire devant apporter un éclairage nouveau sur la question et entamer la discussion).

#### **I. Présentation des 4 sessions de recherche du colloque**

##### Pour une histoire sociale de la Grande Guerre

- Président : Jean-Louis ROBERT (Université de Paris I)
- Rapporteur : Emmanuelle PICARD (INRP)
- Discutant : Alain DESROSIERES (INSEE)

Cette 1<sup>ère</sup> session est essentiellement consacrée à l'histoire sociale de l'arrière (non-combattants) durant le premier conflit mondial, les communications s'articulant autour d'une question centrale : l'ordre social est-il véritablement bouleversé par la guerre ? Les réponses apportées à cette question par les communicants sont globalement négatives. Néanmoins, le premier conflit mondial semble se caractériser, à l'entrée en guerre, par une désorganisation, puis par une réorganisation de l'ordre social, générant ainsi une expérience de guerre porteuse de pratiques plus ou moins nouvelles. C'est de cette expérience de guerre, de ces « pratiques plus ou moins nouvelles » dont il est question ici. La première Guerre mondiale est-elle pour autant un moment de rupture ? Cette question dépasse le cadre strict de cette première session de recherche et se présente en fait comme une des problématiques essentielles du colloque.

Cette 1<sup>ère</sup> session peut ainsi se résumer aux 4 axes de recherche suivants :

- les répercussions du conflit sur les classes sociales (les « profiteurs de guerre », les « planqués »...);
- les rapports et tensions entre les sexes (perturbations dans la répartition sexuelle du travail), entre les générations (tensions entre les hommes en âge de combattre et les trop vieux ou les trop jeunes);
- les conflits du travail (grèves dont l'enjeu est principalement de nature matérielle, le politique étant le plus souvent exclu, exception faite de l'Italie);
- les rapports ambivalents entre le front et l'arrière (fracture encouragée par le commandement militaire / proximité analysée par ce même commandement militaire comme engendrant un déficit de combativité chez les soldats).

---

<sup>1</sup> Actes publiés courant 2005. Si vous souhaitez être tenu informé de leur parution, adressez un courriel à [federation@federationsocieteshistoireaisne.org](mailto:federation@federationsocieteshistoireaisne.org).

### Les contributions :

Christian CHEVANDIER (Université de Paris I) : « Dans les hôpitaux civils : anges blancs ou travailleuses ? »

Xavier BREUIL (Université de Metz) : « Le corps féminin en mouvement : pratiques, enjeux et représentations en France et en Grande-Bretagne »

Sylvette BOYER (Université de Nouvelle Calédonie) : « Un autre front : celui des révoltes indigènes dans les colonies. L'exemple de la Nouvelle-Calédonie »

François BOULOC (Université de Toulouse II) : « "Marchands de canons" et "profiteurs de la guerre" ou entreprises "au service de la Défense nationale"? Les ambiguïtés de la mobilisation industrielle en France à travers l'exemple des firmes Schneider et Hotchkiss »

Paul DIETSCHY (Université de Franche-Comté) : « La guerre comme un grand match : le sport, le football et la culture de guerre »

Didier GUYVARCH (IUFM de Bretagne) : « La presse bretonne, la guerre et l'identité régionale de 1914 à 1939 »

Giovanna PROCACCI (Université de Milan, Italie) : « La répression de l'opposition intérieure (Italie) »

Stéphane SIROT (Université de Cergy-Pontoise) : « La pratique gréviste pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre : tendances et évolutions (France, Europe occidentale) »

Norman INGRAM (Université de Concordia, Canada) : « La pacifisme de guerre : Refus de l'Union Sacrée et de la Synthèse Républicaine ? »

### Pour une réflexion sur les pratiques culturelles

- Président : Gérard NOIRIEL (EHESS)
- Rapporteur : Blaise WILFERT (ENS)
- Discutant : Annie COLLOVALD (Université de Paris X)

Toutes les contributions de cette 2<sup>ème</sup> session consacrée aux pratiques culturelles discutent de la « culture de guerre », considérée comme l'ensemble des biens culturels (presse, livre, cinéma, théâtre...) produits pendant la guerre de façon massive. Les auteurs des contributions posent ainsi le problème de l'articulation entre la production de ces biens et leur réception et appropriation par les contemporains. Se posant ainsi, la « culture de guerre » permet d'approcher les thèmes classiques de la « mobilisation » intellectuelle et de la propagande.

De plus, ces communications permettent aussi de renouveler la question de la spécificité de la guerre, cette fois d'un point de vue culturel. La Grande Guerre est-elle une fracture culturelle ?

Enfin, ces études, de part leur cadre chronologique élargi, nous renseignent sur l'impact culturel de la guerre. La Grande Guerre est-elle culturellement sacralisée ou bien au contraire banalisée ?

### Les contributions :

Ces contributions, essentiellement bipolaires (analyses des contenus ou analyses des institutions), peuvent être néanmoins classées en 4 types :

- les analyses de romans :

Olaf MUELLER (Université de Iéna, Allemagne) : « Le feu de Barbusse – la "vraie bible" des poilus et l'histoire de sa réception avant et après 1918 »

Agnese SILVESTRI (Université de Salerne, Italie) : « Etude sur deux discours contre la guerre et leur réception : une lecture rhétorique de Dorgelès et de Werth »

- les analyses d'images (définition d'un imaginaire collectif) :

Benoist COULIOU et Cédric MARTY (Université de Toulouse II) : « La représentation de la charge à la baïonnette entre affirmation nationale et affirmation de soi »

Elsa GUILLALOT (IEP de Grenoble) : « Analyse iconographique de la carte postale de propagande de la Grande Guerre : entre discours officiel et représentations intimes »

- l'étude d'un groupe ou d'une institution préexistant à la guerre et son évolution au cours du conflit :

Rainer BENDICK (Fondation Otto von Bismarck, Friedrichsruh, Allemagne) : « Faut-il enseigner à l'école la haine des ennemis ? Un débat en Allemagne durant la première guerre mondiale »

Yael DAGAN (EHESS) : « *La Nouvelle Revue Française (NRF)* et la Grande Guerre : le sens d'un silence »

Thomas LOUE (IUFM de Strasbourg) : « La « culture » en guerre : la *Revue des Deux Mondes*, 14-18 »

- un article sur l'imprimé à l'époque de la Grande Guerre pouvant servir de cadre général à l'ensemble de ces contributions :

Philippe OLIVERA (Collège, Cergy-Pontoise) : « Culture en guerre, culture d'exception ? Essai de mesure des formes de l'imprimé de guerre »

### Les expériences combattantes

- Président : Pierre LABORIE (EHESS)
- Rapporteur : Frédéric ROUSSEAU (Université de Montpellier III)
- Discutant : Nicolas MARIOT (CNRS)

Dans cette 3<sup>ème</sup> session, il s'agit de revenir sur la ténacité des combattants, sujet loin d'être épuisé, avec la volonté de dépasser le débat consentement (patriotisme) / contrainte (discipline et répression). Les communications se penchent donc sur cette fascinante question : pourquoi et comment les hommes supportent-ils la guerre si longtemps ? A cette question, les contributions ne manquent pas de souligner qu'il existe autant de réponses que de combattants, néanmoins, les historiens ayant participé à cette session ont réussi à dégager plusieurs idées forces : la valeur de l'exemple, les faux espoirs, le « bourrage de crânes », le sentiment national, la coercition, les permissions, la répression, les efforts du haut commandement pour augmenter la motivation patriotique du soldat, le regard des autres, les rituels militaires que sont par exemple les exécutions ou les décorations... Ainsi, pour paraphraser l'intervenant André Loez, la question centrale de cette 3<sup>ème</sup> session pourrait être plutôt : que fait-on et de quelle manière pour faire tenir des hommes ensemble dans l'espace public que sont les tranchées ?

Ces communications ouvrent ainsi sur 4 chantiers de travail essentiels :

- les restrictions de l'État de droit (camps d'internement...);
- la socialisation des soldats (relation entre l'exemple militaire et la construction de la morale laïque...);
- les rencontres entre les différentes classes sociales en temps de guerre et les conflits en découlant ;
- l'importance réaffirmée de l'histoire quantitative : la sociographie comme complément essentiel à l'ethnographie.

### Les contributions :

Emmanuel SAINT-FUSCIEN (EHESS) : « Place et valeurs de l'exemple dans l'exercice de l'autorité et les mécanismes de l'obéissance dans l'armée française 14-18 »

Jean-François JAGIELSKI (Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne) : « Modifications et altérations de la perception du temps chez les combattants de la Grande Guerre »

Alexandre LAFON et Fabrice PAPPOLA (Université de Toulouse II) : « "Bourrage de crânes" et expériences combattantes »

André BACH (ancien chef du Service Historique de l'Armée de Terre) : « Le citoyen-soldat : entre consentement et coercition »

Emmanuelle CRONIER (Université de Paris I) : « L'anticipation, l'expérience et la remémoration des permissions, un ressort du moral combattant pendant la première guerre mondiale. Etude de cas d'un parisien »

Snezhana DIMITROVA (Université Blagoevgrad, Bulgarie) : « Mémoire supprimée, histoire opprimée (1915-1948) »

André LAMBELET (Université d'Adélaïde, Australie) : « Consentement fabriqué ? Le rôle moral de l'officier pendant la Grande Guerre »

André LOEZ (EHESS) : « L'espace public des tranchées. "Tenir" sous le regard des autres en 14-18 »

Bruna BIANCHI (Université Ca Foscari, Venise, Italie) : « Exécutions sommaires et condamnations à mort au sein de l'armée italienne durant la Grande Guerre »

Denis ROLLAND (Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne) : « Le suicide pendant la guerre de 14-18 »

Marie-Anne PAVEAU (Université de Picardie) : « Citation à l'ordre et croix de guerre. Fonctions des sanctions positives dans la guerre 14-18 »

Jean-Noël GRANDHOMME (Université de Strasbourg II) : « Esquisse d'une histoire des combattants alsaciens-lorrains de l'armée allemande (1914-1919) »

### Un département au cœur de la guerre : l'Aisne

- Président : Bruna BIANCHI (Université Ca Foscari, Venise, Italie)
- Rapporteur : Rémy CAZALS (Université de Toulouse II)
- Discutant : Johanna SIMEANT (Université de Lille II)

Au sortir de la Grande Guerre, l'Aisne est le plus dévasté de tous les départements français. Ce territoire a connu près d'une dizaine de batailles – dont l'acharnée et traumatisante offensive Nivelle du Chemin des Dames en avril 1917 –, a été occupé tantôt par les allemands, tantôt par les alliés, des villages entiers ont été détruits (tel le village de Craonne littéralement arasé par les bombardements). Il s'agit donc dans cette session d'analyser dans l'Aisne les stigmates de la Grande Guerre ainsi que ses impacts actuels sur le paysage, l'économie, l'aménagement du territoire, le tourisme...

Les communications vont dans trois directions :

- les civils qui, de par leur proximité avec le front, ont vécu une véritable expérience de guerre, par nature différente de celle des civils de « l'arrière » ;

- le terrain bouleversé et pollué par la guerre qu'il a fallu reconstruire (pression après-guerre de nombre d'agriculteurs et élus locaux pour que la « zone rouge » décrétée par l'Etat inconstructible et inexploitable soit réduite à sa plus petite expression : passage de 13 000 hectares en 1919 à 547 hectares reboisés en 1926), un terrain qu'il faut aussi conserver (chapelles construites par les combattants durant le conflit, cimetières militaires, cagnas...);

La mémoire en déficit qu'il faut continuer à construire, Nicolas Offenstadt constatant notamment une grande différence de traitement entre Verdun, la Marne et le Chemin des Dames (hécatombe, événement « indicible », source des mutineries de 1917), le Chemin des Dames étant, jusqu'à aujourd'hui<sup>2</sup>, un événement largement passé sous silence et peu commémoré, les mots pour en parler étant des mots gênés, le malaise se lisant entre les lignes.

### Les contributions :

Thierry HARDIER (Université de Paris I) : « Tenir avec le secours de la foi : les traces rupestres à caractère religieux réalisées par les combattants de la Grande Guerre dans les creutes de l'Aisne et de l'Oise »

Robert ATTAL (professeur honoraire) : « Cris de civils dans la guerre »

Mireille GUEISSAZ (CNRS) : « Marcher sur les traces du poète Wilfred Owen »

Nicolas OFFENSTADT (Université de Paris I) : « Tensions de mémoire. Le Chemin des Dames, événement indicible ? »

Guy MARIVAL (Chargé de mission pour le Chemin des Dames, Conseil général de l'Aisne) : « La première bataille de l'après-guerre sur le Chemin des Dames : agriculteurs et élus locaux contre la "zone rouge" (1919-1926) »

Jean-Pierre LAURANT (professeur honoraire) : « Anne Morgan et le Comité américain des régions dévastées (1917-1923) »

Guy FLUCHER (INRAP) : « Patrimoine et archéologie de la Grande Guerre dans l'Aisne »

---

<sup>2</sup> Nicolas OFFENSTADT (sous la direction de), *Le Chemin des Dames, De l'évènement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004, 494 p.

## II. Le débat historiographique

Ce colloque s'inscrit dans la volonté de dépasser le débat agitant en France l'historiographie de la Grande Guerre et opposant l'équipe de l'Historial de Péronne à d'autres historiens, de jour en jour plus nombreux, sur trois séries de concepts polémiques : la culture de guerre et la culture de paix, le consentement et la contrainte, et la brutalisation. En quoi ce colloque fait-il avancer le débat ? Qu'en est-il aujourd'hui de ces concepts ? Nous-nous référons – en les citant allégrement – aux ouvrages particulièrement clairs et synthétiques de Rémy Cazals, *Les Mots de 14-18* [Toulouse, Presses universitaires du Mirail, collection les mots de, 2003, 123 p.], et de François Cochet, *1<sup>ère</sup> Guerre mondiale. Dates. Thèmes. Noms* [Paris, Jeunes Editions – Studyrama, collection Principes, 2001, 160 p.], chaque ouvrage consacrant un chapitre à chacun des concepts évoqués.

### A. Culture de guerre et culture de paix

Le nombre et le contenu de ces biens culturels reflète-t-il vraiment la société à laquelle ils sont destinés ? Les réponses apportées à cette question par les intervenants de la 2<sup>ème</sup> session nous poussent à la relativisation (propagande, censure et autocensure...) et tendent à prouver qu'en confrontant les biens culturels produits pendant le conflit aux témoignages des contemporains, l'acception péronniste de l'expression culture de guerre comme culture spécifique à la Grande Guerre et particulièrement violente ne tienne plus. En effet, « il y a dans cette notion de « culture de guerre » le fait que la Première Guerre mondiale a représenté non seulement une ligne de partage entre le XIXe et le XXe siècle, l'entrée dans une période vraiment contemporaine, mais aussi, et surtout, une porte ouverte à toute une série de comportements humains pervers, violents et systématiques que l'on retrouve tout au long du XXe siècle. »<sup>3</sup>.

« Les sciences sociales nous invitent à une grande réserve sur cette expression. Une culture comprend un ensemble de pratiques spécifiques d'un groupe, forgées sur le long terme. Or, la notion lancée par certains historiens prétend à la globalisation, tout en étant réduite à une seule dimension, et elle serait imposée en un temps très court. S. Audoin-Rouzeau et A. Becker la définissent « au plus large, comme le champ de toutes les représentations de la guerre forgées par les contemporains ». Puis, le sens est restreint : « les valeurs et le vocabulaire de la religion, de la foi [...] lui ont fourni ses images, ont alimenté les représentations d'une génération persuadée qu'elle était engagée dans une véritable croisade » ; elle serait « indissociable d'une spectaculaire prégnance de la haine à l'égard de l'adversaire ». Mais, dans cette acception, ne s'agirait-il pas seulement d'un discours de guerre, voire d'une lourde chape de propagande qui tenterait de recouvrir d'autres représentations et d'empêcher leur expression ? »<sup>4</sup>.

De plus, notamment dans les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> sessions, les historiens semblent être tombés d'accord sur le fait que la guerre, d'un point de vue social et culturel, n'est pas le moment d'une rupture franche et nette avec l'avant-guerre. Ainsi, les rapports sociaux n'ont pas été réellement bouleversés par le conflit et les contemporains restent fortement imprégnés par la culture dite de paix.

« Dans ce cas, l'emploi de « culture de paix » a seulement pour but de rappeler que les hommes de 14-18 restaient profondément marqués par les représentations patiemment construites en temps de paix, réinvesties dans la sociabilité du temps de guerre, et qui ressortent en maintes occasions, avec l'aspiration à un retour à cet autrefois de paix et de travail. (...) »

Finalement, un discours de haine et d'exaltation de la guerre a existé, prétendant à la position dominante, et imprégnant à des degrés divers une partie de la population qui savait

<sup>3</sup> François COCHET, *1<sup>ère</sup> Guerre mondiale. Dates. Thèmes. Noms*, Paris, Jeunes Editions – Studyrama, collection Principes, 2001, 160 p. – p. 50.

<sup>4</sup> Rémy CAZALS, *Les Mots de 14-18*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, collection les mots de, 2003, 123 p. – pp. 41.

reconnaître la nécessité du recours à la langue de bois pour obtenir tel ou tel avantage. Ce discours a caché la condamnation de la guerre que l'on retrouve à présent dans les carnets et les correspondances des poilus, et même de leurs épouses. »<sup>5</sup>.

## B. Consentement et contrainte

« Ces mots ont été souvent employés, mais le débat est faussé par leur absence de définition. « Consentement » peut signifier « adhésion consciente après un véritable choix » ou « acceptation » ou « soumission ». Les historiens qui ont lancé le mot insistent sur le sens de forte adhésion, et même de « consentement patriotique exalté ». Pourtant, ils reconnaissent la contrainte, ils affirment que, dans les pays de conscription, les soldats ne pouvaient faire autrement que de s'y soumettre et même que ces hommes se seraient rendus en masse s'ils n'avaient eu peur d'être tués ou de connaître de terribles conditions de captivité (S. Audoin-Rouzeau et A. Becker). La contrainte était incontestable. On ne peut faire comme si elle n'existait pas, sous des formes diverses, emploi direct et brutal de la force, réseau serré des structures de l'Etat moderne, méthodes habiles de culpabilisation. Il y eut plus ou moins de contrainte selon les pays et selon les moments. (...) Pour les combattants, la réponse au problème ne peut tenir en un mot, consentement ou contrainte. Des historiens ont fait avancer le débat. Pour Michelle Perrot, s'il y eut consentement réel dans les comportements, celui des consciences est beaucoup plus discutable. Il faut faire venir au grand jour le discours caché, enfoui dans les carnets personnels. Le sous-titre par lequel Christophe Charle introduit la représentation des combattants français porte « résignation contrainte et patriotisme ». La loyauté en 14 était la conduite la moins coûteuse socialement. On ne voudrait pas risquer de perdre un espace de repères sociaux, une insertion concrète dans la société – famille, voisinage, emploi, réputation... (...)

Les Eglises ont fait de la soumission une grande vertu chrétienne. Le XXe siècle a renforcé la tendance à obéir. On ne veut pas « être montré de doigt ». Dès 1929, Jean Norton Cru avait noté les ambivalences de sentiments de ceux qui, en même temps qu'ils condamnaient la guerre, ne voulaient pas qu'on puisse dire qu'ils n'avaient pas « fait leur devoir ». Un devoir envers qui ? la Patrie, la République qui a donné des droits ce qui implique de payer « l'impôt du sang », la famille et la petite patrie, le groupe de camarades au sein duquel la solidarité est indispensable face au danger... »<sup>6</sup>

François Cochet confère à la contrainte une dimension intéressante, soulignée à plusieurs reprises durant le colloque :

« La contrainte qui s'exerce sur les combattants est bien réelle. Mais ce n'est sans doute pas celle de la menace directe : il s'agit surtout d'une contrainte intériorisée<sup>7</sup> qui révèle une société française de l'époque infiniment plus hiérarchique que celle d'aujourd'hui. Les mobilisés sont encore majoritairement des paysans ou des catégories sociales habituées dans leurs pratiques sociales civiles quotidiennes à la discipline et au respect du supérieur. La société militaire ne fait que renforcer des comportements déjà présents dans leur vie civile. »<sup>8</sup>.

Dans la 3<sup>ème</sup> session « Les expériences combattantes », les auteurs des contributions visent en fait à traduire les systèmes encadrant les soldats au combat, ainsi, la ténacité des combattants n'implique pas ici leur volonté mais leur capacité d'adaptation à un cadre dont ils ne peuvent s'échapper. Les communications reprennent ainsi, dans leur ensemble, la sociologie durkheimienne : le social naît de règles communes et non d'une volonté commune. « Le consentement n'est jamais inné, il est fabriqué », tel est ce que conclut André Lambelet dans sa contribution, le haut commandement n'ayant jamais fait confiance aux soldats durant le premier conflit mondial.

Enfin, l'une des principales conclusions de ce colloque est aussi que la pression sociale avérée sur les combattants (la norme sociale de l'époque étant le sacrifice...) va à l'encontre même du concept de consentement.

---

<sup>5</sup> *Ibid.* – pp. 41-42.

<sup>6</sup> Rémy CAZALS, *Les Mots de 14-18*, *op.cit.*, pp. 35-36.

<sup>7</sup> En caractères gras dans le texte.

<sup>8</sup> François COCHET, *1<sup>ère</sup> Guerre mondiale. Dates. Thèmes. Noms*, *op.cit.*, pp. 46-47.

### C. La brutalisation

Ce concept, créé par l'historien américain George Mosse pour l'Allemagne, a été « adapté » en France par l'équipe de l'Historial de Péronne.

« Les populations des pays belligérants ont été incontestablement brutalisées par une guerre qui a atteint un degré de violence extrême dans le combat, les traitements réservés aux civils et le bourrage de crânes. Les combattants ont souligné qu'ils ne s'attendaient pas à rencontrer les conditions d'une existence sauvage, primitive. (...) »

Faire la guerre, c'est aussi participer à sa violence, mettre en œuvre tous les moyens pour brutaliser l'adversaire. Est-ce à dire que les acteurs aient été transformés à un point tel qu'ils soient devenus des brutes et qu'ils le soient restés après la guerre dans leurs comportements, en particulier politiques ? Dans son livre *Fallen Soldiers, Reshaping the Memory of the World Wars*, George L. Mosse traite, dans un seul chapitre, de « la brutalisation du champ politique allemand ». La « traduction » française du titre (*De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*) et l'exploitation en France du concept de brutalisation au sens de « transformer en brute » sont contestables. Même dans les pires conditions, la plupart des combattants français ont conservé la sociabilité du temps de paix, marquée par l'entraide, le partage des colis et des nouvelles du « pays ». S'il y eut accoutumance à la déshumanisation, elle ne fut que temporaire. L'espoir des combattants était de retrouver une vie paisible. »<sup>9</sup>.

Certaines contributions, notamment des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> sessions, réfutent cette acception du terme brutalisation au sens de transformer les hommes en brutes. Les combattants de la Grande Guerre sont restés des êtres sociaux avec leurs rites, leurs règles, leurs sentiments. La guerre n'a pas fait d'eux des monstres, le nombre croissant de divorces pendant la guerre est d'ailleurs avancé par Emmanuelle Cronier (intervenant sur les permissionnaires de la Grande Guerre) comme preuve que les femmes n'étaient pas si violentées que l'on pouvait le penser par leurs maris combattants.

### **III. Idées forces et générales : épistémologie et méthodologie**

- L'historien doit réfléchir sur sa matière.

L'historien raisonnant à partir de sa propre histoire et de sources par essence biaisées ou incomplètes ne peut prétendre à l'objectivité. Par exemple, en ce qui concerne la Grande Guerre, l'historien faisant de l'histoire culturelle doit comprendre qu'en utilisant les archives du contrôle postal, il utilise pour sonder les esprits les mêmes armes que les autorités militaires. L'historien se doit donc d'en tirer les conséquences.

- L'historien doit choisir et définir au mieux les mots et concepts qu'il utilise.

L'historien doit faire attention au vocabulaire qu'il utilise, aux doubles sens, etc., et doit définir les concepts qu'il utilise afin d'éviter les contresens. Parfois il s'agit de changer de terme pour un terme plus explicite et moins connoté. Exemple : dans le colloque, les intervenants ont choisi d'employer le mot de ténacité plutôt que le verbe tenir pour exprimer la persévérance des combattants au front. A propos des permissions massives données en 1917 après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, le mot de négociation a lui aussi fait débat. Les permissions témoignent-elles d'une quelconque négociation de l'obéissance ? Jusqu'à quel point l'obéissance est-elle négociable dans une armée en guerre ? Pour certains, le terme de « négociation » était abusif, préférant parler de rapport de force (les « négociations » des soldats avec l'Etat-major se résumant à des rapports de faible à fort). Pour d'autres, s'appuyant sur l'exemple des négociations d'ouvriers à patron comme rapports de force de faible à fort, le terme de négociation convenait tout à fait à la situation en 1917.

---

<sup>9</sup> Rémy CAZALS, *Les Mots de 14-18, op.cit.*, pp. 23.

Enfin, comment ne pas parler du débat virulent agitant l'historiographie française de la Grande Guerre et reposant sur des concepts mal définis.

- L'historien doit travailler sur différentes temporalités et doit inscrire son objet dans le temps long.

Tout au long du colloque, les intervenants n'ont cessé d'insister sur la nécessité d'inscrire la Grande Guerre dans la continuité et sur les contresens nés de cette décontextualisation du premier conflit mondial. C'est en coupant un événement de sa temporalité que l'on érige de faux concepts. Un axe de recherche très intéressant a ainsi été avancé : suivre un groupe de combattants, de la naissance à la mort de ses membres. Cela permettrait d'inscrire la Grande Guerre dans le temps long et de constater l'influence de la guerre sur la trajectoire de ces hommes. Avis aux amateurs.

- La démarche de l'historien doit être décloisonnée.

Il convient d'abord de décloisonner les histoires. L'une des conclusions du colloque était en effet qu'il fallait désormais faire une histoire totale de la Grande Guerre alliant tous les genres d'histoire. Jean-Louis Robert introduisant le colloque nous faisait remarquer que l'histoire de la première Guerre mondiale avait été tout d'abord une histoire essentiellement diplomatique, militaire et politique, avant de pencher vers l'histoire sociale et économique dans les années 60-70 puis de déboucher sur une histoire culturelle à partir des années 80. Or, l'histoire culturelle (notamment pour la Grande Guerre) semble avoir récemment montré que, coupée des autres genres d'histoire (et notamment de l'histoire quantitative), elle pouvait déboucher sur une conceptualisation à outrance.

Tout au long du colloque, de nombreux intervenants ont donc insisté sur l'importance de l'histoire quantitative. Le quantitatif allié au qualitatif permettrait en effet d'éviter nombre de faux débats.

Enfin, ce colloque a permis de mettre en valeur l'importance de la pluridisciplinarité dans la démarche de l'historien. Les autres sciences qu'elles soient sociales (sociologie, ethnologie, psychologie, archéologie...) ou même dures (mathématiques, statistique...) offrent un éventail d'outils d'analyses et de réflexions dont l'historien doit se servir pour élargir la vision qu'il a de son objet. C'est en partie grâce à ces disciplines que nombre d'historiens ont pris conscience que l'histoire n'était pas seulement l'histoire des groupes mais qu'elle pouvait être individualisée. La psycho-analyse est ainsi dans ce cas un outil essentiel à l'historien.

Julien MARY